Des milliers de manifestants dénoncent le rapport de l'ONU au Burundi

@rib News,Â 15/09/2018Â â€“ SourceÂ aFP Des milliers de manifestants ont dÃ©filÃ© samedi Ã travers le Burundi pour dÃ©noncer un rapport de l'ONU faisant Ã©tat de graves violations des droits de l'Homme, alimentÃ©es par les "appels rÃ©currents Ã la haine" du prÃ©sident Pierre Nkurunziza.

Ce rapport, publiÃ© le 5 septembre, affirme que de graves violations des droits de l'Homme, dont des crimes contre l'humanitÃ©, se sont poursuivies sans relÃ¢che au Burundi en 2017 et 2018, commises en majoritÃ© par des membres du service national de renseignement, de la police et de l'armÃ©e ainsi que des Imbonerakure (ligue des jeunes du parti au pouvoir). Les manifestants Ã©taient un millier dans les rues de Bujumbura, selon des journalistes locaux qui parlent d'une "faible mobilisation dans la capitale", mais des milliers de personnes se sont mobilisÃ©s dans les communes du pays. Les autoritÃ©s burundaises ont rejetÃ© ce rapport et les manifestations de samedi ont constituÃ© le point d'orgue d'une semaine de protestation qui a dÃ©butÃ© dÃ¨s la prÃ©sentation du nouveau rapport des experts de l'ONU.Mardi, les deux chambres du Parlement se sont rÃ©unies en congrÃ¨s extraordinaire et ont adoptÃ© une dÃ©claration qui "dÃ©nonce et condamne fermement le rapport de la commission d'enquÃªte sur le Burundi qui cache mal l'intention (...) d'intimider et d'arrÃªter les leaders clÃ©s des institutions (...) pour crÃ©er un vide institutionnel, empÃªcher la tenue des Ã©lections de 2020 et ainsi permettre au chaos de s'installer dans la rÃ©gion". La riposte burundaise est montÃ©e d'un cran mercredi avec la dÃ©cision de dÃ©clarer "non grata" les trois membres de la Commission d'enquÃªte, accusÃ©s d'avoir Ã©crit un rapport "diffamatoire et mensonger" par le ministre burundais des Affaires Ã©trangÃ¨res, Ezechiel Nibigira. Bujumbura ne dÃ©colÃ¨re pas devant ce nouveau rapport qui "dÃ©nigre" un pays "oÃ¹ rÃ¨gne la paix et la sÃ©curitÃ©", mais c'est surtout la mise en cause du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza qui passe mal. Le ministre de l'IntÃ©rieur est allÃ© jusqu'Ã menacer les membres de la commission d'enquÃªte, devant les parlementaires burundais. "Les experts qui ont osÃ© citer le nom de son Excellence le prÃ©sident de la RÃ©publique (...) doivent demander pardon devant Dieu, sinon leur chÃ¢timent ne va pas tarder", a dÃ©clarÃ© Pascal Barandagiye, au cours de ce congrÃ¨s du parlement retransmis en direct sur la radio-tÃ©lÃ©vision burundaise nationale (officielle). Le Burundi est en crise depuis que le prÃ©sident Nkurunziza a annoncÃ© en avril 2015 sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ©. Sa rÃ©Ã©lection en juillet de la mÃªme annÃ©e a dÃ©clenchÃ© une crise qui a fait au m 1.200 morts et dÃ©placÃ© plus de 400.000 personnes. Ces violences ont poussÃ© la Cour pÃ©nale internationale (CPI) Ã ouvr une enquÃªte.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});